

RCS : AMIENS Code greffe : 8002

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AMIENS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2005 B 00197 Numéro SIREN : 482 265 451 Nom ou dénomination : RIVERY EXPLOITATION

Ce dépôt a été enregistré le 14/09/2023 sous le numéro de dépôt B2023/007129

RIVERY EXPLOITATION

Société par Actions Simplifiée au Capital de 37 000 Euros

Siège Social : Avenue de la Défense Passive
80136 - RIVERY

482 265 451 R.C.S. AMIENS

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 8 SEPTEMBRE 2023

Chers Associés,

Vous êtes réunis en Assemblée conformément aux dispositions légales et statutaires à l'effet de vous présenter notre rapport de gestion relatif aux comptes consolidés de l'exercice clos le **31 MARS 2023**.

Nous vous rappelons que nous sommes dans l'obligation de tenir des comptes consolidés en application des articles L.233-16 et suivants du Code de Commerce.

I – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont :

Nos filiales :

- La société « **BAPAUME DISTRIBUTION** », Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 €, dont le siège social est à BAPAUME (Pas-de-Calais) – Lieudit « La Fabrique à Sucre ».

- La société « **SCI LA BORNE** », Société Civile au capital de 7.622 €, dont le siège social est à RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.

- La société « **SCI MARTINE** », Société Civile au capital de 3.049 €, dont le siège social est à RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.

- La société « **SCI TILLOY BAPAUME** », Société Civile Immobilière au capital de 10.000 €, dont le siège social est à RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.

- La société « **AU JEAN BART** », Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.000 €, RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.

Les sociétés « **BAPAUME DISTRIBUTION** » et « **AU JEAN BART** » ont clôturé leurs comptes au 31 MARS 2023, date de clôture des comptes consolidés, quant aux sociétés « **SCI LA BORNE** », « **SCI MARTINE** », « **SCI TILLOY BAPAUME** », elles ont clôturé leurs comptes au 31 DECEMBRE 2022.

II – RAPPORT DE GESTION DU GROUPE SUR L'EXERCICE CLOS 31 MARS 2023

Au cours de cet exercice consolidé qui s'est déroulé sur une période de douze mois, nous avons réalisé un chiffre d'affaires net de 121.422.540 Euros contre 107.076.758 Euros pour l'exercice précédent, soit une hausse d'environ 13,42 %.

Globalement, l'ensemble des charges d'exploitation du groupe a augmenté d'environ 12,81 %.

Par suite, le résultat d'exploitation du groupe se solde par un bénéfice de 3.741.268 contre un même bénéfice pour l'exercice précédent de 2.691.578 Euros.

En ce qui concerne le résultat financier du groupe, l'ensemble des produits s'est élevé à 27.523 Euros contre 36.680 Euros pour l'exercice précédent, et l'ensemble des charges à 197.342 Euros contre 164.908 Euros pour l'exercice précédent, de sorte que, balance faite, ce résultat se solde par une perte de 169.819 Euros.

Par suite, le résultat courant avant impôts du groupe fait ressortir un bénéfice de 3.571.449 Euros contre un même bénéfice de 2.563.350 Euros l'exercice précédent.

Enfin, le résultat exceptionnel du groupe se traduit par un bénéfice de 117.297 Euros constituée :

- de produits exceptionnels pour 183.337 Euros ;
- de charges exceptionnelles pour 66.040 Euros.

Ce même résultat exceptionnel faisait ressortir un bénéfice de 578.887 Euros l'exercice précédent.

Par suite le résultat comptable net du groupe de l'exercice se traduit par un **BENEFICE** de **2.843.800 Euros**.

III – FAITS CARACTERISTIQUES

- Le Covid 19 :

En 2022, les effets de la crise sont définitivement éteints.

- La guerre en Ukraine :

La guerre en Ukraine qui a commencé le 24 Février 2022, et les restrictions prises à l'encontre de la Russie ont créé des difficultés pour les activités de production et de distribution, avec des incidences sur les ventes, les approvisionnements (hausse du cours des matières premières et du prix de l'énergie) et la chaîne de production (non disponibilité de certaines matières ou composants).

Des coûts supplémentaires ont été supportés par les sociétés du groupe, tels que la hausse du coût d'achat des marchandises, la hausse du coût de l'énergie.

Les exploitantes ont également dû faire face à des problèmes d'approvisionnement.

Cependant, celles-ci estiment que la poursuite de leur exploitation n'est pas remise en cause.

IV - EVENEMENTS POST CLOTURE – EVOLUTION PREVISIBLE

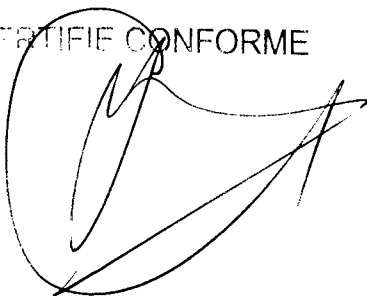
Rien de particulier n'est à signaler ; nous restons confiants sur la bonne poursuite de l'activité des sociétés du groupe.

*
* *

Nous allons maintenant vous présenter plus en détail les comptes consolidés de l'exercice puis il vous sera donné lecture du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.

LE PRESIDENT DE LA SOCIETE

CERTIFIE CONFORME

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the words 'CERTIFIE CONFORME'. The signature is fluid and appears to be a cursive or semi-cursive script.



GROUPE RIVERY

Centre E. LECLERC
Avenue de la Défense Passive
80136 RIVERY

COMPTES CONSOLIDES

Exercice Clos le 31/03/2023



BBA expertise

Experts comptables associés

1, allée de la Pépinière
Centre Oasis Dury
Bâtiment 'LE PASSIFLORE'
80000 AMIENS

Tél. 03 60 28 55 66
Fax. 03 60 28 55 96

bba@bbaexpertise.fr

Table des matières

ETATS DE SYNTHESE	4
Bilan consolidé.....	5
Compte de résultat consolidé	6
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	7
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	8
Tableau de flux de trésorerie consolidé	9
Principes comptables et méthodes d'évaluation	10
Composition du groupe	14
Organigramme du groupe	16
Seuils de consolidation	17
Information sur la consolidation	18
Opérations et comptes réciproques retraités	22
Ecart d'acquisition positif	23
Immobilisations incorporelles	24
Immobilisations corporelles	25
Immobilisations financières	26
Principales composantes du stock	27
Provisions	28
Créances par échéance.....	29
Dettes par échéance.....	29
Impôts différés de l'exercice	30
Preuve d'impôt consolidée.....	31
Effectifs.....	32
Rémunérations des dirigeants.....	32
Engagements financiers	33
Dettes garanties par des sûretés réelles	33
Ventilation du chiffre d'affaires net	34
Charges exceptionnelles.....	35
Produits exceptionnels.....	36
AUTRES INFORMATIONS ANNEXES	37
Soldes intermédiaires gestion consolidés	38
RIVERY EXPLOITATION - Détail des Engagements hors bilan	39

BAPAUME DISTRIBUTION - Détail des Engagements hors bilan	48
SCI BAPAUME - Détail des Engagements hors bilan.....	49
SCI LA BORNE - Détail des Engagements hors bilan	51
DETAIL DES COMPTES.....	55
Bilan consolidé détaillé.....	56
Compte de résultat consolidé	58
Bilan consolidé - contribution par entité	60
Compte de résultat consolidé - contribution par entité	62
Preuve d'impôt consolidée contributive par entité	64
Fusion des tableaux individuels de bouclage des capitaux propres	66

Bilan consolidé

Actif en EUR	31/03/2023	31/03/2022
Immobilisations incorporelles	6 593 000	6 498 404
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	6 470 448	6 470 448
Immobilisations corporelles	16 695 867	17 714 163
Immobilisations financières	1 545 073	1 466 134
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	24 833 940	25 678 701
Stocks et en-cours	5 871 073	6 025 926
Clients et comptes rattachés	720 314	686 974
Autres créances et comptes de régularisation (4)	905 975	1 213 656
Valeurs mobilières de placement	648 615	
Disponibilités	3 086 386	2 088 685
Actif circulant	11 232 363	10 015 241

Total Actif	36 066 303	35 693 942
--------------------	-------------------	-------------------

CERTIFIÉ CONFORME

Passif	31/03/2023	31/03/2022
Capital (1)	37 000	37 000
Primes (1)		
Réserves et résultat consolidés (2)	11 832 663	10 501 077
Autres (3)		42 767
Capitaux propres - Part du groupe	11 869 663	10 580 844
Intérêts minoritaires	17 553	-17 529
Provisions	502 937	512 553
Emprunts et dettes financières	11 932 689	13 972 071
Fournisseurs et comptes rattachés	7 207 237	6 742 758
Autres dettes et comptes de régularisations (5)	4 536 224	3 903 245
Dettes	23 676 150	24 618 074

Total Passif	36 066 303	35 693 942
---------------------	-------------------	-------------------

(1) De l'entité mère consolidante

(2) Dont résultat net de l'exercice

(3) Détaillé dans l'analyse de la variation des capitaux propres (Part du groupe)

(4) Dont impôts différés actifs

(5) Dont impôts différés passifs

Compte de résultat consolidé

En EUR	31/03/2023	31/03/2022
Chiffre d'affaires	121 442 540	107 076 758
Autres produits d'exploitation	1 221 521	1 031 607
Achats consommés	101 110 057	89 659 210
Charges de personnel (1)	9 662 028	8 877 223
Autres charges d'exploitations	5 128 357	3 943 934
Impôts et taxes	1 106 291	1 075 734
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 916 060	1 860 686
Résultat d'exploitation avant dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	3 741 268	2 691 578
Dotation aux dépréciations des écarts d'acquisitions		
Résultat d'exploitation après dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	3 741 268	2 691 578
Produits et charges financières	-169 819	-128 228
Produits et charges exceptionnelles	117 297	578 887
Impôts sur les résultats	805 725	696 224
Résultat net des entités intégrées	2 883 021	2 446 013
Quote-part dans les résultats des entités mis en équivalence		
Résultat net d'ensemble consolidé	2 883 021	2 446 013
Intérêts minoritaires	35 803	26 454
Résultat net (Part du groupe)	2 847 218	2 419 559
Résultat par action	770	654
Résultat dilué par action	770	654

(1) Y compris participation des salariés

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En €	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	37 000	7 521 948	2 022 824		9 625 079	-43 307
Correction des A nouveaux		1			1	
Affectation en réserves		193 203	-193 203			
Distributions de dividendes		321 528	-1 829 620		-1 507 417	-675
Variation de capital						
Résultat N-1			2 446 867		2 420 413	26 454
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations					1	-1
Capitaux propres N-1	37 000	8 036 680	2 446 868		10 538 077	-17 529
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		591 715	-591 714		1	
Distributions de dividendes		347 015	-1 855 154		-1 507 417	-722
Variation de capital						
Résultat N			2 879 603		2 843 800	35 803
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations		-4 797			-4 797	
Capitaux propres N	37 000	8 970 613	2 879 603		11 869 663	17 553

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En €	31/03/2023	31/03/2022
Résultat net consolidé	2 883 021	2 446 013
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	1 813 932	1 768 255
Variation des impôts différés	-81 092	-125 337
Plus-values de cession, nettes d'impôt		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	2 329 836	-809 314
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 895 697	3 297 367
Acquisition d'immobilisations	-998 289	-522 350
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		
Incidence des variations de périmètres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-998 289	-522 350
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 507 417	-1 507 417
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-722	-675
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	1 344 755	348 050
Remboursements d'emprunts	-2 174 215	-2 173 633
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-2 337 599	-3 333 675
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	3 559 809	-558 658
Trésorerie d'ouverture	-22 341	536 317
Trésorerie de clôture	3 537 468	-22 341

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/03/2023, dont le total est de 36 066 303 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 2 883 021 euros.

L'exercice clos le 31/03/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/03/2022 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du ANC 2020-01 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks des sociétés RIVERY EXPLOITATION, BAPAUME DISTRIBUTION, et AU JEAN BART sont évalués au PNR (prix net de toutes ristournes inconditionnelles ou conditionnelles considérées comme maîtrisées, y compris les cgv et les cpv).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement ANC 2020-01, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

RIVERY EXPLOITATION

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 65 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2.79%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

BAPAUME DISTRIBUTION

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 65 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2.80%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont des « provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ».

Ces provisions n'ont pas un caractère économique bien prononcé et sont dans les comptes individuels une entorse au principe de prééminence de la réalité financière sur l'apparence juridique. Aussi, elles doivent être éliminées dans le cadre du retraitement vers les comptes consolidés.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Composition du groupe

*La société mère :***SAS RIVERY EXPLOITATION**

Centre commercial E.LECLERC – Avenue de la Défense Passive – 80 130 RIVERY

Activité : Holding exploitante détenant des participations dans les sociétés SCI LA BORNE, SCI MARTINE.

*Les sociétés filiales :***SCI LA BORNE**

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Locations immobilières

Détention : 99,80 %

SCI MARTINE

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Locations immobilières

Détention : 99.50 %

SAS BAPAUME DISTRIBUTION

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Express

Détention : 96 %

SCI BAPAUME

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : loueur

Détention : 99.90 %

SARL AU JEAN BART

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Restauration traditionnelle

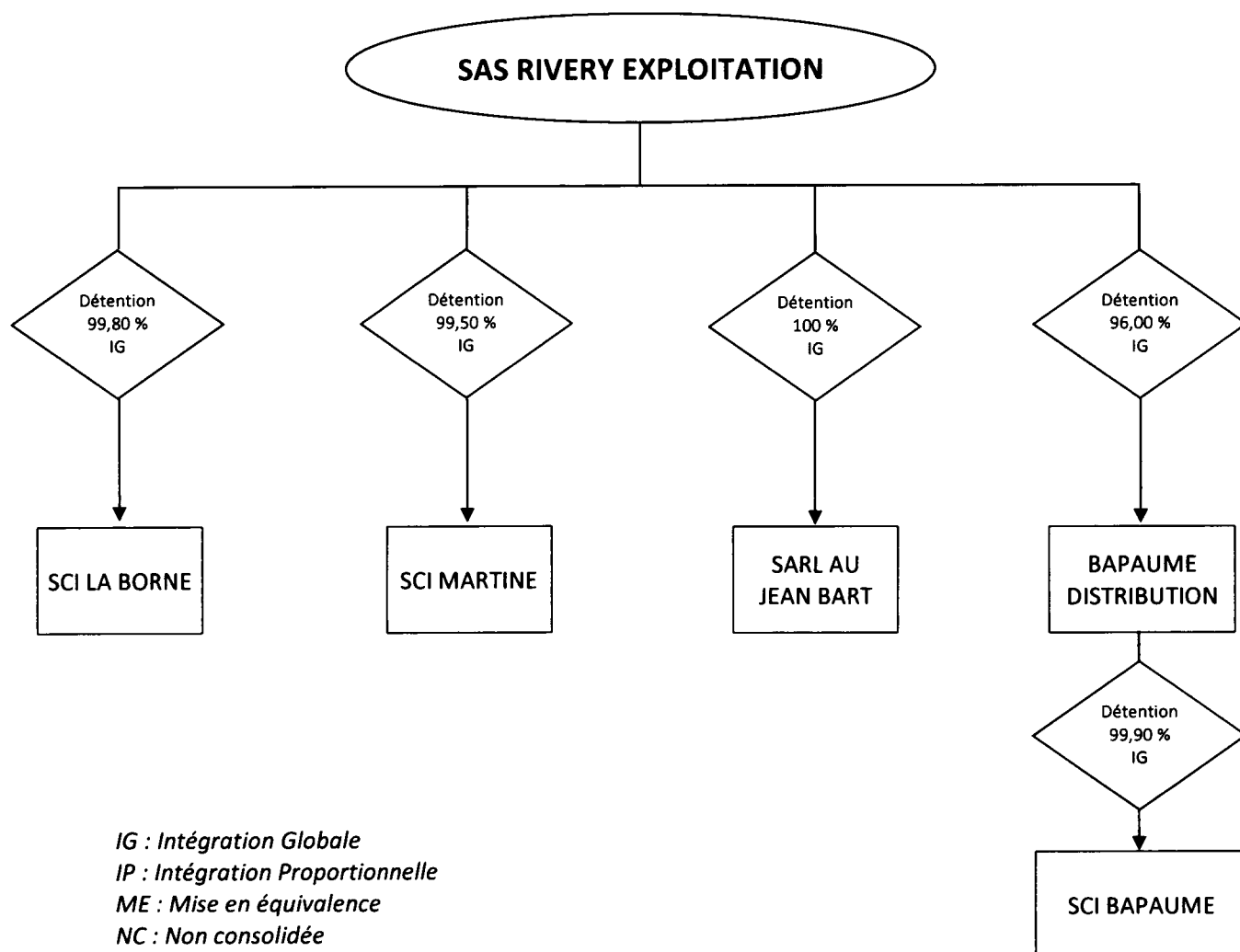
Détention : 100 %

METHODE CHOISIE ET INTERETS FINANCIERS

<i>Entreprise détenue</i>	<i>Contrôle groupe</i>	<i>Intérêts groupe</i>	<i>Méthode choisie</i>
SCI LA BORNE	99,80 %	99,80 %	Intégration globale
MARTINE	99,50 %	99,50 %	Intégration globale
RIVERY EXPLOITATION	100,00 %	100,00 %	Intégration globale
BAPAUME DISTRIBUTION	96,00 %	96,00 %	Intégration globale
SCI BAPAUME	99,90 %	95,90 %	Intégration globale
SARL AU JEAN BART	100,00 %	100,00 %	Intégration globale

Organigramme du groupe

Société tête de groupe



Seuils de consolidation

Les seuils suivants sont à apprécier globalement pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

- Total des bilans de toutes les sociétés à consolider > 24 M €
- Total du CA de toutes les sociétés à consolider > 48 M €
- Nombre moyen de salariés permanents de l'ensemble des sociétés > 250

Chiffres Clés au 31/03/2023

Sociétés du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffre d'affaires (en K€)	Effectifs
- RIVERY EXPLOITATION	24 643	78 852	173
- BAPAUME DISTRIBUTION	4 802	42 161	88
- SCI BAPAUME	4 905	657	-
- AU JEAN BART	317	411	5
- LA BORNE	6 925	1 404	-
- MARTINE	119	14	-
TOTAL	41 711	123 499	266

Les comptes consolidés ont été établis pour la première fois pour les comptes arrêtés au 31/03/2007.

La date de clôture de la société mère RIVERY EXPLOITATION est 31/03/2023. Il en est de même pour les sociétés BAPAUME DISTRIBUTION et AU JEAN BART.

La date de clôture des SCI BAPAUME, MARTINE et LA BORNE est le 31/12/2022.

Par mesure de simplification et étant donné l'absence d'événements significatifs sur ces filiales, il n'a pas été réalisé de situation intermédiaire comme le préconise le règlement ANC 2020-01.

Information sur la consolidation

ECARTS D'ACQUISITION**SA SORIDIS (fusion RIVERY)**

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres SORIDIS par la SAS RIVERY EXPLOITATION a été calculé.

La SAS RIVERY EXPLOITATION a acquis 99,28 % des titres SORIDIS le 31/12/2004 pour 7 980 315 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de 1 978 865 euros, dont 240 000 euros de distribution de dividendes.

Une première plus-value latente sur les titres de la SCI MARTINE a été identifiée pour un montant de 50 515 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Participations » à l'actif du bilan consolidé.

Une seconde plus-value latente sur fonds de commerce a également été déterminée pour un montant de 6 265 648 euros.

Suite à la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013 dans le règlement 2020-01 (ANC 2015-07), la plus-value du fonds de commerce a été comptabilisée en écart d'acquisition pour 6 220 535 euros (retraitement fait de la part des minoritaires).

Cet écart d'acquisition, ayant une durée d'utilisation non limitée n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de dépréciation à chaque exercice.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 8 038 190 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

L'écart d'évaluation sur fonds de commerce est constaté à partir du bilan de décembre 2004 servant de base à la négociation. Celui-ci conduisant à comptabiliser un écart d'acquisition négatif, Il était impératif de s'interroger sur le bien-fondé et la réalité de cette évaluation. Il a donc été décidé de plafonner le montant de l'écart d'évaluation à la constatation d'un écart d'acquisition nul, ce qui semble tendre vers une image la plus fidèle qui soit des comptes consolidés tout en respectant le principe de prudence.

SCI LA BORNE

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres LA BORNE par la SAS RIVERY EXPLOITATION a été calculé.

La SAS RIVERY EXPLOITATION a acquis 100 % des titres LA BORNE le 31/12/2004 pour 3 284 500 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de 161 986 euros.

Une première plus-value latente sur terrain a été identifiée pour un montant de 1 286 632 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Terrain » à l'actif du bilan consolidé.

Une seconde plus-value latente sur construction a également été déterminée pour un montant de 3 397 139 euros. Cette plus-value a pour sa part été comptabilisée au poste « Construction » à l'actif du bilan consolidé.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 3 284 500 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

S'agissant d'une acquisition récente, il a été considéré que les écarts d'évaluation étaient justifiés par les valeurs de transaction. Il a été décidé de répartir cette valeur au prorata des valeurs nettes des postes d'actifs immobilisés, la partie sur construction étant amortie sur 20 ans.

SCI MARTINE

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres MARTINE par la SAS RIVERY EXPLOITATION a été calculé.

La SAS RIVERY EXPLOITATION a acquis 90 % des titres MARTINE le 31/12/2004 pour 457 380 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de – 8 678 euros.

Une plus-value latente sur terrain a été identifiée pour un montant de 775 317 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Terrain » à l'actif du bilan consolidé.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 508 200 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

S'agissant d'une acquisition récente, il a été considéré que l'écart d'évaluation était justifié par les valeurs de transaction. Il a été décidé de répartir cette valeur sur le poste terrain.

SARL AU JEAN BART

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres AU JEAN BART par la SAS RIVERY EXPLOITATION a été calculé.

La SAS RIVERY EXPLOITATION a acquis 10 % des titres AU JEAN BART le 29/11/2017 pour 203 540 euros.

La valeur des capitaux propres au 29/11/2017 était de 28 434 euros.

Une plus-value latente sur fonds de commerce a été identifiée pour un montant de 175 106 euros. Cette plus-value a été comptabilisée en écart d'acquisition.

Les capitaux propres retraités au 29/11/2017 s'élevaient donc à 203 540 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

INDEMNITES DE RETRAITE

Dans les comptes individuels des sociétés RIVERY EXPLOITATION et BAPAUME DISTRIBUTION, les indemnités de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention dans l'annexe.

Le règlement ANC 2020-01 (§ 300) et l'avis du CNC n°97-06 relatif aux changements comptables considèrent comme méthode préférentielle la constitution d'une provision pour la totalité des engagements de retraite.

L'engagement total étant estimé à 336 855 Euros, une provision est à constater.

Cette provision comptabilisée dans les comptes consolidés se décompose en une reprise annuelle de 34 639 Euros et une provision en à-nouveau de 371 494 Euros.

DIVIDENDES INTRA-GROUPES

La société RIVERY EXPLOITATION a perçu de ses filiales SCI LA BORNE et SCI MARTINE des dividendes d'un montant respectif de 338 322 et 8 693 Euros au titre de la distribution des résultats de l'exercice clos au 31/12/2021.

Ces dividendes sont à éliminer.

TEST DE DEPRECIATION DES FONDS DE COMMERCE

Plusieurs fonds de commerce sont inscrits à l'actif du groupe :

- Un fonds de commerce d'hypermarché est inscrit pour 6 265 648 euros à l'actif des comptes consolidés. Ce fonds de commerce ayant été constitué par la société RIVERY EXPLOITATION, il n'est pas inscrit à l'actif de son bilan ;
- Un fonds de commerce de restauration traditionnelle est inscrit pour 175 106 euros à l'actif des comptes consolidés. Ce fonds de commerce ayant été constitué par la société AU JEAN BART, il n'est pas inscrit à l'actif de son bilan ;
- Un fonds de commerce de presse est inscrit pour 28 000 euros à l'actif des comptes de RIVERY EXPLOITATION ;
- Un fonds de commerce de jeux de hasards et paris sportifs est inscrit pour 46 807 euros à l'actif des comptes de AU JEAN BART.

Ces fonds de commerce ne sont pas amortis. L'avis de la CNCC (*bulletin 126 de juin 2002*) précise que « dans les comptes consolidés depuis l'entrée en vigueur du *règlement ANC 2020-01*, le fonds de commerce acquis est représentatif d'un bien incorporel identifiable (part de marché) qui doit être amorti si sa valeur s'amoindrit du fait du temps ou de l'usage ».

La Commission des études comptables a rappelé que les modalités retenues à savoir amortissement ou non devraient être appliquées de façon homogène entre les comptes annuels et les comptes consolidés. Elle a également rappelé les règles générales applicables à l'évaluation des éléments d'actifs selon lesquelles, lors de l'arrêté des comptes, il doit être procédé à la constitution d'une provision si la valeur actuelle du bien est notablement inférieure à sa valeur comptable. (*Bulletin CNCC n°112 de décembre 1998*)

Les tests de dépréciation pratiqués sur l'ensemble de ces fonds de commerce n'ont pas fait apparaître de perte de valeur. Aucune dépréciation n'est à constater sur cet exercice.

TAUX D'IMPOT

Le taux d'impôt retenu est de 25,00 %.

LES ECRITURES INTRA-GROUPES

Les principales créances et dettes réciproques ainsi que les principaux produits et charges réciproques ont été éliminés (cf. tableau joint ci-après).

Opérations et comptes réciproques retraités

Société	Numéro compte	Libellé	Solde	LA BORNE	MARTINE	RIVERY	BAPAUME DIST	SCI BAPAUME	JEAN BART
LA BORNE	165000	Dépôts de garantie Rivery	-307 703	ct		-307 703			
LA BORNE	406100	Fnp Rivery	-15 000	ct		-15 000			
LA BORNE	418100	Fae Rivery	4 999	ct		4 999			
LA BORNE	451001	C/C Rivery	-1 951 063	ct		-1 951 063			
LA BORNE	455860	Int. C/C à payer Rivery	-36 258	ct		-36 258			
LA BORNE	621400	Personnel détaché	16 607	ct		16 607			
LA BORNE	661500	Int. C/Courants Rivery	37 902	ct		37 902			
LA BORNE	706300	Loyer Rivery	-1 215 240	ct		-1 215 240			
LA BORNE	708331	Taxe foncière Rivery	-123 859	ct		-123 859			
MARTINE	165100	Dépôts de garantie Rivery	-3 534	ct		-3 534			
MARTINE	456100	C/C Rivery	-97 564	ct		-97 564			
MARTINE	661500	Int. C/Courants Rivery	389	ct		389			
MARTINE	706300	Locations diverses	-14 245	ct		-14 245			
RIVERY	165100	Dépôts reçus Jean Bart	-6 642	ct					-6 642
RIVERY	267103	Cr. Ratt. A des part. SCI Martine	97 564	ct		97 564			
RIVERY	275101	Dépôts versés La Borne	307 703	ct	307 703				
RIVERY	275102	Dépôts versés Martine	3 534	ct		3 534			
RIVERY	401100	Fournisseurs Bapaume	25 366	ct			25 366		
RIVERY	406201	Fgr. Avoirs non parvenus	4 999	ct	4 999				
RIVERY	411100	Clients Jean Bart	8 494	ct					8 494
RIVERY	411200	Clients fgr. Bapaume	2 901	ct			2 901		
RIVERY	418100	Facture à établir Borne	15 000	ct	15 000				
RIVERY	451001	C/C La Borne	1 975 720	ct	1 975 720				
RIVERY	451003	C/C Bapaume	286 426	ct			286 426		
RIVERY	451004	C/C Jean Bart	103 783	ct					103 783
RIVERY	451870	Int. C/C à recevoir La Borne	11 601	ct	11 601				
RIVERY	451870	Int. C/C à recevoir Bapaume Dist	3 481	ct			3 481		
RIVERY	455870	Int. C/C à recevoir Jean Bart	3 751	ct					3 751
RIVERY	613210	Loyer SCI La Borne	1 215 950	ct	1 215 950				
RIVERY	613220	Loyer SCI Martine	14 128	ct		14 128			
RIVERY	613231	Taxe foncière La Borne	123 149	ct	123 149				
RIVERY	613231	Taxe foncière Martine	117	ct		117			
RIVERY	706330	Location galerie Jean Bart	-26 570	ct					-26 570
RIVERY	708331	Relat. taxe foncière Jean Bart	-2 245	ct					-2 245
RIVERY	708410	Presta. Admin. Facturées	-16 607	ct	16 607				
RIVERY	708880	Relat. eau Jean Bart	-570	ct					-570
RIVERY	761700	Int. C/Courants Martine	-389	ct		-389			
RIVERY	763820	Int. C/Courants La Borne	-37 902	ct	37 902				
RIVERY	763820	Int. C/Courants Bapaume Dist	-3 481	ct			3 481		
RIVERY	763820	Int. C/Courants Jean Bart	-3 751	ct					-3 751
BAPAUME DIST	275000	Dépôts versés SCI Bapaume	169 038	ct				169 038	
BAPAUME DIST	401100	Fournisseurs Rivery	-1 955	ct		1 955			
BAPAUME DIST	401200	Fournisseurs Rivery	-26 312	ct		26 312			
BAPAUME DIST	406201	Fnp SCI Bapaume	-6 623	ct				6 623	
BAPAUME DIST	451000	C/C SCI Bapaume	293 064	ct			293 064		
BAPAUME DIST	451003	C/C Rivery	4 902	ct		4 902			
BAPAUME DIST	451005	C/C Rivery IS	-283 524	ct		283 524			
BAPAUME DIST	451860	Grpe intérêts courus à payer	-3 481	ct		3 481			
BAPAUME DIST	451870	Int. C/C à recevoir	1 587	ct				1 587	
BAPAUME DIST	613200	Loyer SCI Bapaume	601 777	ct				601 777	
BAPAUME DIST	613231	Taxe foncière	37 245	ct				37 245	
BAPAUME DIST	614635	Charges de loc. refacturées	17 888	ct				17 888	
BAPAUME DIST	661520	Int. C/Courants	3 481	ct			3 481		
BAPAUME DIST	761700	Revenus de créances part.	-6 133	ct				6 133	
SCI BAPAUME	165100	Dépôts reçus Bapaume dist	-169 038	ct			169 038		
SCI BAPAUME	411100	Clients	6 806	ct				6 806	
SCI BAPAUME	418100	Facture à établir	9 195	ct				9 195	
SCI BAPAUME	455100	C/C Bapaume dist	297 906	ct			297 906		
SCI BAPAUME	455860	Int. C/C à payer	-6 133	ct			6 133		
SCI BAPAUME	661520	Int. C/Courants	6 133	ct			6 133		
SCI BAPAUME	706380	Loyer Bapaume dist	-656 910	ct			656 910		
JEAN BART	275100	Dépôts versés	6 642	ct		6 642			
JEAN BART	401000	Fournisseurs Rivery	-8 494	ct		8 494			
JEAN BART	451000	C/C IS groupe	-9 822	ct		9 822			
JEAN BART	451004	C/C Rivery	-94 161	ct		94 161			
JEAN BART	455860	Int. C/C Rivery	-3 751	ct		3 751			
JEAN BART	606110	Eau Rivery	570	ct		570			
JEAN BART	613201	Loyers Rivery	26 570	ct		26 570			
JEAN BART	613231	Taxe foncière	2 245	ct		2 245			
JEAN BART	661520	Int. C/Courants	3 751	ct		3 751			

	LA BORNE	MARTINE	RIVERY	BAPAUME DIST	SCI BAPAUME	JEAN BART
LA BORNE			-3 589 615			
MARTINE			-114 954			
RIVERY	3 589 615	114 954		316 693		76 250
BAPAUME DIST			-316 693		1 107 853	
SCI BAPAUME				-1 107 853		
JEAN BART			-76 250			

Ecart d'acquisition positif

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Valeur brute			Amortissement		
		Début	Ajustement	Fin	Début	Dotation	Fin
RIVERY EXPLOITATION	SORIDIS (fusion)	6 284 535		6 284 535			
RIVERY EXPLOITATION	AU JEAN BART	221 913		221 913			
		6 470 448		6 470 448			

Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	6 470 448					6 470 448
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	225 243	4 445			57 533	287 221
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	70 995	1				70 996
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	136	126 134			-57 533	68 737
Immobilisations incorporelles brutes	6 766 822	130 580				6 897 402

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	197 423	35 984				233 407
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	70 995					70 995
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	268 418	35 984				304 402

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	6 470 448					6 470 448
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	27 820	-31 539			57 533	53 814
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles		1				1
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	136	126 134			-57 533	68 737
Valeurs nettes	6 498 404	94 596				6 593 000

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	4 412 293					4 412 293
Constructions	22 709 636	225 907				22 935 543
Installations techniques, matériel, outillage	2 899 496	37 415				2 936 911
Immobilisations corporelles en crédit-bail	203 842		21 992			181 850
Autres immobilisations corporelles	5 549 214	148 110				5 697 324
Immobilisations en cours	27 000	25 000	27 000			25 000
Avances et acomptes		350 591				350 591
Valeurs brutes	35 801 481	787 023	48 992			36 539 512

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	53 123	8 401				61 524
Constructions	12 141 569	1 123 501				13 265 070
Installations techniques, matériel, outillage	2 207 006	171 033				2 378 039
Immobilisations corporelles en crédit-bail	170 395	12 578	14 734			168 239
Autres immobilisations corporelles	3 515 225	455 548				3 970 773
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	18 087 318	1 771 061	14 734			19 843 645

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	4 359 170	-8 401				4 350 769
Constructions	10 568 067	-897 594				9 670 473
Installations techniques, matériel, outillage	692 490	-133 618				558 872
Immobilisations corporelles en crédit-bail	33 447	-12 578	7 258			13 611
Autres immobilisations corporelles	2 033 989	-307 438				1 726 551
Immobilisations en cours	27 000	25 000	27 000			25 000
Avances et acomptes		350 591				350 591
Valeurs nettes	17 714 163	-984 038	34 258			16 695 867

Immobilisations financières

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	-1					-1
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 377 188	20 001				1 397 189
Prêts						
Autres immobilisations financières	88 946	58 938				147 884
Créances rattachées à des participations	1					1
Valeurs brutes	1 466 134	78 939				1 545 073

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	-1					-1
Actifs nets en cours de cession	1					1
Participations par mises en équivalence	1 377 188	20 001				1 397 189
Autres titres immobilisés						
Prêts	88 946	58 938				147 884
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Valeurs nettes	1 466 134	78 939				1 545 073

Principales composantes du stock

Valeurs en €	Brutes	Dépréciations	Nettes
Matières premières, approvisionnements	54 386		54 386
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	5 885 354	68 667	5 816 687
Valeurs brutes	5 939 740	68 667	5 871 073

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé										
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES										
Provisions pour risques	141 058		25 023							166 081
Provisions pour charges	371 494			34 639						336 855
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	512 552		25 023	34 639						502 936
Provisions sur frais d'établissement										
Prov. sur frais de recherche et développement										
Prov. sur conss, brevets et droits similaires										
Provisions dépréciation droit au bail										
Provisions dépréciation fond commercial										
Provisions sur autres immo. Incorporelles										
Provisions sur Immobilis. incorporelles en cours										
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES										
Provisions sur terrains										
Provisions sur terrains en crédit bail										
Provisions sur constructions										
Provisions sur constructions en crédit bail										
Provisions sur immobilis. corporelles en cours										
PROV. SUR IMMO CORPORELLES										
Provisions sur titres de participation										
Prov. pour cess.actifs nets en cours										
Provisions sur titres mis en équivalence										
Provisions sur créances rattachées										
Provisions sur autres titres immobilisés										
Provisions sur prêts										
Provisions sur autres immobilis. financières										
PROV. SUR IMMO FINANCIERES										
Provisions sur stocks matières premières										
Provisions sur en cours de biens										
Provisions sur en cours de services										
Provisions sur stocks produits finis										
Provisions sur stocks marchandises	9 985		68 667	9 985						68 667
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS	9 985		68 667	9 985						68 667
Prov. sur avances et acptes versés sur cmde	2 037		1 194	2 037						1 194
Provisions sur comptes clients	17 770		14 134	16 365						15 539
Provision dépréciation clients douteux										
Provisions sur autres créances	8 715			8 715						
Provisions charges constatées avan.										
Prov. sur valeurs mobilières de placement			1 385							1 385
Provisions sur actions propres										
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	28 522		16 713	27 117						18 118
TOTAL GENERAL	551 059		110 403	71 741						589 721

Créances par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations	1			1
Autres titres immobilisés	1 397 189			1 397 189
Prêts				
Autres immobilisations financières	147 884			147 884
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	735 853	735 853		
Clients douteux				
Actif d'impôt différé	70 742	70 742		
Autres créances	529 426	529 426		
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL GENERAL	2 881 095	1 336 021	0	1 545 074

Dettes par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements	10 343 805	2 288 207	5 986 280	2 069 318
Concours bancaires courants	197 533	197 533		
Emprunts en crédit-bail				
Intérêts courus sur emprunts				
Emprunts et dettes financières divers	1 391 351	1 386 768	4 583	
Avances et acomptes reçus sur commandes en	20 994	20 994		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 055 273	7 055 273		
Dettes fiscales	3 195 204	3 195 204		
Passif d'impôt différé	690 817	690 817		
Dettes sociales				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	130 970	130 970		
Autres dettes	602 478	602 478		
Produits constatés d'avance	47 725	47 725		
TOTAL GENERAL	23 676 150	15 615 969	5 990 863	2 069 318

Impôts différés de l'exercice

<i>Actif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Fiscalité différée</i>	-21 364
<i>Engagement retraite</i>	87 214
<i>Suppression frais d'établissement</i>	3 750
<i>Activation du crédit-bail</i>	4 142
<i>PV sur immobilier</i>	
<i>Ecart d'évaluation</i>	
Total	70 742

<i>Passif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Activation du crédit-bail</i>	6 551
<i>PV sur immobilier</i>	
<i>Ecart d'évaluation</i>	602 574
<i>Fiscalité différée</i>	-19 180
<i>Engagement retraite</i>	
<i>Dérogatoire</i>	100 872
Total	690 817

<i>Détail de l'impôt sur le résultat</i>	<i>Montant</i>
<i>Impôts dus sur les bénéfices</i>	886 817
<i>Impôts différés sur les bénéfices</i>	-81 092
Total	805 725

Preuve d'impôt consolidée

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	2 883 021
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	2 883 021
Impôt exigible comptabilisé	886 817
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	-41 300
Impôt différé distribution	
Impôt réel	845 517
Impôt différé changement de taux au résultat (ANC 2020-01)	-39 792
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	3 688 746
IMPOT THEORIQUE GROUPE	922 188
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-76 671
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	-4 250
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	-163 969
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	9 118
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-159 101
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	9 074
Ecarts entre Variation bilancielle et Résultat	-6 206
Ecarts temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	2 979
Résultat sociétés transparente fiscalement	8 589
Autres bases	67 997
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	82 433
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-76 668

Effectifs

	Effectif au 31/03/2023	Effectif au 31/03/2022
Cadres	14	10
Agents de maîtrise	23	22
Employés	229	204
Ouvriers		
TOTAL	266	236

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions et retraites	
Autres engagements donnés	19 716 465
Autres engagements reçus	2 705 315
TOTAL	22 421 780

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 072 108
Concours bancaires courants	
Emprunts en crédit-bail	
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	9 072 108

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	114 477 279
Ventes de produits finis	4 403 823
Prestations de services	2 561 438
TOTAL	121 442 540

Répartition par marché géographique	Montant
France	121 442 540
Etranger	
TOTAL	121 442 540

Charges exceptionnelles

Taux de l'impôt Société :		Nature des charges exceptionnelles	31/03/2023	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/03/2022
25,00	%	Pénalités sur marchés et débits payés sur achats et ventes				
		Pénalités, amendes fiscales et pénales	3 314			716
		Dons, libéralités				
		Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice				
		Subventions accordées				
		Rappel d'impôts (autres qu' IS)				28 901
		Autres charges sur opérations de gestion	23 526	5 881		12 530
		Charges sur exercices ant. (en cours d'exercice)	12 200	3 050		16 210
		Sous-total	39 040	8 931		58 357
		Immobilisations incorporelles				
		Immobilisations corporelles				
		Immobilisations financières				
		Autres éléments d'actif				
		Malis provenant de clauses d'indexation				
		Lots				
		Sous-total				
		Malis provenant du rachat par l'entreprise d'actions et				
		Charges exceptionnelles diverses	27 000	6 750		
		Sous-total	27 000	6 750		
		Dotations aux amortissements exceptionnels				
		Dotations aux provisions réglementées (stock)				
		Dotations aux provisions réglementées				
		Dotations aux provisions pour risques et charges				1 004
		Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelles				
		Sous-total				1 004
		Autres charges exceptionnelles non détaillées				
		TOTAL	66 040	15 681		59 362

Produits exceptionnels

Nature des produits exceptionnels	31/03/2023	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/03/2022
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes	13 059	3 265		
Libéralités perçues				
Rentrées sur créances amorties				
Subventions d'équilibre.				
Dégrèvement d'impôts (autres qu'impôt sur les bénéfices)	6 029	1 507		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	22 814	5 704		549 940
Produits sur exercices antérieurs	136 069	34 017		84 877
Sous-total	177 971	44 493		634 817
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Autres éléments d'actif corporels				
Autres éléments d'actif incorporels				
Sous-total				
Immobilisations financières				
Titres consolidées				
Sous-total				
Bonis provenant de clauses d'indexation				
Lots				
Bonis provenant du rachat d'actions et d'obligations émises				
Produits exceptionnels divers	4 361	1 090		3 432
Sous-total	4 361	1 090		3 432
Amortissements dérogatoires				
Provision spéciale de réévaluation				
Plus-values réinvesties				
Sous-total				
Reprises sur provisions réglementées (stocks)				
Reprises sur autres provisions réglementées				
Reprises sur provisions pour risques et charges	1 005	251		
Reprises sur provisions pour dépréciation				
Sous-total	1 005	251		
Autres produits exceptionnels non détaillés				
TOTAL	183 337	45 834		638 249

RIVERY EXPLOITATION

Société par actions simplifiée

Avenue de la Défense Passive

80136 RIVERY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2023

VDB et Associés
15, avenue Paul Claudel
80480 DURY

Deloitte & Associés
19, rue Edouard Vaillant
37000 Tours

RIVERY EXPLOITATION

Société par actions simplifiée

Avenue de la Défense Passive

80136 RIVERY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2023

A l'assemblée générale de la société RIVERY EXPLOITATION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société RIVERY EXPLOITATION relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les actifs incorporels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. ~~Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.~~

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévue par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le comité directeur.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

A Dury et Tours, le 7 septembre 2023

Les commissaires aux comptes

VDB et Associés

Deloitte & Associés

 RACHID AISSAOUI

Antoine Labarre

Rachid AISSAOUI

Antoine LABARRE